

TRAITEMENT DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

NOTIFICATION DE TRANSMISSION DU
RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE
INTERNATIONAL
(règle 71.1 du PCT)

Destinataire :

Marquet, Annick / NO
France Telecom T & I/PIV/PI
38-40, rue du General Leclerc
F-92794 Issy Moulineaux Cedex 9
FRANCE

Date d'expédition
(jour/mois/année) 25.01.2005

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
04451

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale No.
PCT/FR 03/03176

Date du dépôt international (jour/mois/année)
24.10.2003

Date de priorité (jour/mois/année)
31.10.2002

Déposant
ORANGE FRANCE

- Il est notifié au déposant que l'administration chargée de l'examen préliminaire international a établi le rapport d'examen préliminaire international pour la demande internationale et le lui transmet ci-joint, accompagné, le cas échéant, de ces annexes.
- Une copie du présent rapport et, le cas échéant, de ses annexes est transmise au Bureau international pour communication à tous les offices élus.
- Si tel ou tel office élu l'exige, le Bureau international établira une traduction en langue anglaise du rapport (à l'exclusion des annexes de celui-ci) et la transmettra aux offices intéressés.

4. NOTIFICATION IMPORTANTE

Pour aborder la phase nationale auprès de chaque office élu, le déposant doit accomplir certains actes (dépôt de traduction et paiement des taxes nationales) dans le délai de 30 mois à compter de la date de priorité (ou plus tard pour ce qui concerne certains offices) (article 39.1) (voir aussi le rappel envoyé par le Bureau international dans le formulaire PCT/IB/301).

Lorsqu'une traduction de la demande internationale doit être remise à un office élu, elle doit comporter la traduction de toute annexe du rapport d'examen préliminaire international. Il appartient au déposant d'établir la traduction en question et de la remettre directement à chaque office élu intéressé.

Pour plus de précisions en ce qui concerne les délais applicables et les exigences des offices élus, voir le Volume II du Guide du déposant du PCT.

Il est signalé au déposant que l'article 33(5) stipule que les critères de nouveauté, d'activité inventive et d'application industrielle tels que définis à l'article 33(2) à (4) ne servent qu'aux fins de l'examen préliminaire international et que "tout Etat contractant peut appliquer des critères additionnels ou différents afin de décider si, dans cet Etat, l'invention est brevetable ou non" (voir également l'article 27(5)). De tels critères additionnels peuvent par exemple avoir rapport à des exceptions à la brevetabilité ainsi qu'à des exigences concernant l'exposé suffisant de l'invention, la clarté des revendications et leur fondement sur la description.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen
préliminaire international



Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2
NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas
Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl
Fax: +31 70 340 - 3016

Fonctionnaire autorisé

Vasilakis, S
Tel. +31 70 340-1078



TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/PEA/416)	
Demande internationale No. PCT/FR 03/03176	Date du dépôt international (<i>jour/mois/année</i>) 24.10.2003	Date de priorité (<i>jour/mois/année</i>) 31.10.2002
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB H04Q7/22		
Déposant ORANGE FRANCE		

1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.


2. Ce RAPPORT comprend 6 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.

- ☒ Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).

Ces annexes comprennent 6 feuilles.

3. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- I ☒ Base de l'opinion
- II ☐ Priorité
- III ☐ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- IV ☐ Absence d'unité de l'invention
- V ☒ Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- VI ☐ Certains documents cités
- VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
- VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 25.05.2004	Date d'achèvement du présent rapport 25.01.2005
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2 NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl Fax: +31 70 340 - 3016	Fonctionnaire autorisé Palencia Gutiérrez,C N° de téléphone +31 70 340-4945



PCT/FR 03/03176

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/FR 03/03176

5. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration

Nouveauté	Oui:	Revendications	1-18
	Non:	Revendications	
Activité inventive	Oui:	Revendications	
	Non:	Revendications	1-18
Possibilité d'application industrielle	Oui:	Revendications	1-18
	Non:	Revendications	

2. Citations et explications.

voir feuille séparée

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Il est fait référence aux documents suivants :
D1: GB-A-2 366 705 (MOTOROLA INC) 13 mars 2002 (2002-03-13)
D2: DE 100 24 861 A (SIEMENS AG) 22 novembre 2001 (2001-11-22)
D3: "Digital cellular telecommunications system (Phase 2+) (GSM); Universal Mobile Telecommunications System (UMTS); General Packet Radio Service (GPRS) Service description; Stage 2 (3GPP TS 23.060 version 3.8.0 Release 1999)" ETSI TS 123 060 V3.8.0, XX, XX, 1 juin 2001 (2001-06-01),
2. L'objet des revendications 1-18 n'implique pas une activité inventive telle que définie par l'article 33(3) PCT.
- 2.1 Le document D2, qui est considéré comme étant l'état de la technique le plus proche de l'objet de la revendication 1, décrit (les références entre parenthèses s'appliquent à ce document):
un système de gestion d'accès d'une pluralité de réseaux de communication à d'un terminal mobile raccordé à un réseau de télécommunications mobiles (voir colonne 3, ligne 65-colonne 4, ligne 1), dans lequel ledit système est apte à établir au moins une connexion à partir d'au moins un desdits réseaux de communication vers ledit terminal mobile, après identification dudit terminal mobile (voir colonne 4, lignes 37-39) vers lequel ledit réseau de communication va établir ladite connexion et après vérification de l'accessibilité (voir colonne 5, lignes 11-19) dudit terminal mobile identifié pour accéder audit réseau de communication comme dans la revendication 1.

L'objet de la revendication 1 diffère de D2 en ce que: les droits de l'utilisateur dudit terminal mobile identifié sont aussi vérifiés avant d'établir la connexion.

Dans D2 la suscription du terminal mobile à un service est considérée avant d'établir la connexion. Et cette suscription à un service règle les droits de l'utilisateur. La personne du métier considère la vérification des droits de l'utilisateur et la suscription du terminal mobile à un service dans ce contexte comme des caractéristiques

équivalentes.

En conséquence, l'objet de la revendication 1 n'implique pas d'activité inventive telle que définie par l'article 33(3) PCT.

- 2.2 L'interface de recherche d'adresse utilisateur de la revendication 2 est connu du document D1 (voir le "terminal identifier" ou "terminal number" faisant la fonction de l'adresse utilisateur dans la revendication 1, lignes 8-12; description, page 14, lignes 15-26; figure 3).
- 2.3 L'interface de gestion d'appel entrant et l'attribution d'une adresse réseau audit terminal mobile de la revendication 3 est connu du document D1 (voir le "IP address corresponding to the domain name of the MS" faisant la fonction de l'adresse réseau dans la revendication 1, lignes 15-18; description page 3, lignes 25-29; page 15, lignes 19-31; figure 3).
- 2.4 L'interface de contrôle d'accès de la revendication 4 est connue de D1 (voir revendication 1, lignes 13-14; description, page 14, ligne 31-page 15, ligne 17; figure 3).
- 2.5 L'interface d'autorisation d'accès des revendications 5, 8, 9, 14 est connue du document D2 (voir colonne 3, lignes 53-55 et colonne 3, ligne 65-colonne 4, ligne 3).
- 2.6 La génération de messages d'échec des revendications 6, 7, 13 et 17 est connue du document D3 (voir pages 124 et 125, alinéa 9.2.2.2.2)
- 2.7 Le procédé de la revendication 10 est connu des documents D1 (voir page 14, ligne 23-page 23, ligne 20) et D2 (voir colonne 3, ligne 65-colonne 5, ligne 45).
- 2.8 L'existence et la non existence d'adresse utilisateur des revendications 11, 12, 15, 16 et 18 est connue du document D1 (voir page 14, ligne 31 - page 15, ligne 17).
3. Les revendications son muets au sujets d'un serveur Radius qui centralise toutes les demandes d'allocation d'adresse et réalise les contrôles prévus.

Au contraire la demande telle que déposée prévoit la centralisation ou non des

RAPPORT D'EXAMEN

Demande internationale n° PCT/FR 03/03176

PRELIMINAIRE INTERNATIONAL - FEUILLE SEPARÉE

fonctions (voir page 10, lignes 33-34; page 11, lignes 3-5; page 11, lignes 12-14) et
pourtant enfin d'éviter des discordances (Article 84 CBE) cette centralisation ne peut
pas être le but de l'invention

EPO - DG 1

05.01.2005

(92)

REVENDICATIONS

1. Système de gestion d'accès d'une pluralité de réseaux (20, 21, 22) de communication à un terminal mobile (10) raccordé à un réseau de télécommunications mobiles, caractérisé en ce que ledit système est apte à établir au moins une connexion à partir d'au moins un desdits réseaux (20, 21, 22) de communication vers ledit terminal mobile (10), après identification dudit terminal mobile (10) vers lequel ledit réseau (20, 21, 22) de communication va établir ladite connexion et après vérification de l'accessibilité et des droits de l'utilisateur dudit terminal mobile (10) identifié pour accéder audit réseau (20, 21, 22) de communication.
2. Système de gestion d'accès selon la revendication 1, caractérisé en ce que ledit système comprend au moins une interface (32) de recherche d'adresse utilisateur, située dans ledit réseau (20, 21, 22) de communication, apte à attribuer au moins une adresse utilisateur audit terminal mobile (10) à partir d'au moins une donnée d'un premier message de commande en provenance d'au moins un serveur (31) de noms de domaine, situé dans ledit réseau (20, 21, 22) de communication.
3. Système de gestion d'accès selon l'une des revendications 1 ou 2, caractérisé en ce que ledit système comprend au moins une interface (34) de gestion d'appel entrant, reliée à au moins un serveur (33) d'allocation d'adresse situé dans ledit réseau (20, 21, 22) de communication, apte à attribuer au moins une adresse réseau audit terminal mobile (10) après traitement de ladite adresse utilisateur à partir d'au moins une donnée d'un deuxième message de commande en provenance de ladite interface (32) de recherche d'adresse utilisateur.
4. Système de gestion d'accès selon l'une quelconque des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que ledit système comprend au moins une interface (35) de contrôle d'accès, reliée audit serveur (33) d'allocation d'adresse réseau dudit réseau (20, 21, 22) de communication, apte à vérifier ladite adresse utilisateur dudit terminal mobile (10) à partir d'au moins une donnée d'un troisième

message de commande en provenance de ladite interface (34) de gestion d'appel entrant.

5. Système de gestion d'accès selon l'une quelconque des revendications 1 à 4, caractérisé en ce que ledit système comprend au moins une interface (14) d'autorisation d'accès, reliée à au moins un registre (13) de localisation dudit réseau de télécommunications mobiles, apte à vérifier ladite adresse réseau après traitement de ladite adresse utilisateur dudit terminal mobile (10) à partir d'au moins une donnée d'un quatrième message de commande en provenance de ladite interface (35) de contrôle d'accès.
6. Interface (32) de recherche d'adresse utilisateur située dans un desdits réseaux (20, 21, 22) de communication, associée audit système de gestion d'accès selon l'une quelconque des revendications 1 à 5, caractérisé en ce que ladite interface comprend au moins un moyen de transmission vers au moins un serveur (31) de noms de domaine, au moins un moyen de transmission vers ladite interface (34) de gestion d'appel entrant, au moins un moyen d'attribution d'au moins une adresse utilisateur, au moins un moyen de réalisation d'une mise en forme d'au moins un message de commande, au moins un moyen de générer au moins un message d'échec.
7. Interface (34) de gestion d'appel entrant située dans un desdits réseaux (20, 21, 22) de communication, associée audit système de gestion d'accès selon l'une quelconque des revendications 1 à 5, caractérisé en ce que ladite interface comprend au moins un moyen de transmission vers ledit serveur (33) d'allocation d'adresse réseau, au moins un moyen de transmission vers ladite interface (32) de recherche d'adresse utilisateur, au moins un moyen d'attribution d'au moins une adresse réseau, au moins un moyen de réalisation d'une mise en forme d'au moins un message de commande, au moins un moyen de contrôle de l'existence d'au moins une adresse utilisateur, au moins un moyen de traitement du résultat de la vérification de l'accessibilité et des droits de

l'utilisateur dudit terminal mobile (10), au moins un moyen de générer au moins un message d'échec.

8. Interface (35) de contrôle d'accès située dans un desdits réseaux (20, 21, 22) de communication, associée audit système de gestion d'accès selon l'une quelconque des revendications 1 à 5, caractérisé en ce que ladite interface comprend au moins un moyen de transmission avec ledit serveur (33) d'allocation d'adresse réseau, au moins un moyen de transmission avec ladite interface (14) d'autorisation d'accès, au moins un moyen de vérification de ladite adresse utilisateur dudit terminal mobile (10), au moins un moyen de réalisation d'une mise en forme d'au moins un message de commande, au moins un moyen de traitement de ladite adresse utilisateur.

9. Interface (14) d'autorisation d'accès située dans ledit réseau de télécommunications mobiles, associée audit système de gestion d'accès selon l'une quelconque des revendications 1 à 5, caractérisé en ce que ladite interface comprend au moins un moyen de transmission avec ledit registre (13) de localisation, au moins un moyen de transmission avec ladite interface (35) de contrôle d'accès, au moins un moyen de traitement de ladite adresse utilisateur, au moins un moyen de vérification de ladite adresse réseau, au moins un moyen de réalisation d'une mise en forme d'au moins un message de commande.

10. Procédé de gestion d'accès d'une pluralité de réseaux (20, 21, 22) de communication à un terminal mobile (10) raccordé à un réseau de télécommunications mobiles, caractérisé en ce que ledit procédé comporte les étapes consistant à :

- enregistrer au moins un identifiant correspondant à au moins un terminal mobile (10) dans au moins un serveur applicatif (30) d'un desdits réseaux (20, 21, 22) de communication,
- transmettre au moins un premier message de commande pour demander une identification dudit terminal mobile (10) à partir dudit serveur applicatif (30) vers au moins un serveur (31) de noms de domaine dudit réseau (20, 21, 22) de communication,

- 5 - transmettre ledit premier message de commande à partir dudit serveur (31) de noms de domaine vers au moins une interface (32) de recherche d'adresse utilisateur dudit réseau (20, 21, 22) de communication pour attribuer au moins une adresse utilisateur audit terminal mobile (10),
- 10 - transmettre au moins un deuxième message de commande, pour attribuer une adresse réseau avec ladite adresse utilisateur dudit terminal mobile (10), à partir de ladite interface (32) de recherche d'adresse utilisateur vers au moins une interface (34) de gestion d'appel entrant dudit réseau (20, 21, 22) de communication,
- 15 - contrôler l'existence de ladite adresse utilisateur reçue dans ladite interface (34) de gestion d'appel, reliée à au moins un serveur (33) d'allocation d'adresse réseau,
- 20 - transmettre au moins un quatrième message de commande pour réaliser au moins un traitement de ladite adresse utilisateur à partir de ladite interface (35) de contrôle d'accès vers au moins une interface (14) d'autorisation d'accès, située dans ledit réseau de télécommunications mobiles,
- 25 - vérifier l'accessibilité et les droits de l'utilisateur dudit terminal mobile (10) dans au moins un registre (13) de localisation dudit réseau de télécommunications mobiles, relié à ladite interface (14) d'autorisation d'accès,
- 30 - transmettre, pour réaliser une mise en forme des données, ladite accessibilité et lesdits droits de l'utilisateur dudit terminal mobile (10) à partir de ladite interface (14) d'autorisation d'accès, située dans ledit réseau de télécommunications, vers ladite interface (35) de contrôle d'accès, située dans ledit réseau (20, 21, 22) de communication,
- transmettre pour analyse ladite accessibilité et lesdits droits de l'utilisateur dudit terminal mobile (10) à partir de ladite interface (35) de contrôle d'accès vers ladite interface (34) de gestion d'appel entrant, par l'intermédiaire dudit serveur (33) d'allocation d'adresse réseau dudit réseau (20, 21, 22) de communication,

- établir une connexion à partir dudit réseau (20, 21, 22) de communication vers ledit terminal mobile (10) pour transmettre au moins une donnée avec ladite adresse utilisateur.

5 11. Procédé de gestion d'accès selon la revendication 10, caractérisé en ce que, quand ladite adresse utilisateur existe, ladite interface (34) de gestion d'appel entrant transmet au moins un message pour informer de l'existence de ladite adresse vers ladite interface (32) de recherche d'adresse utilisateur.

10 12. Procédé de gestion d'accès selon la revendication 10, caractérisé en ce que, quand ladite adresse utilisateur n'existe pas, ladite interface (34) de gestion d'appel entrant transmet au moins un troisième message de commande vers au moins une interface (35) de contrôle d'accès, par l'intermédiaire dudit serveur (33) d'allocation d'adresse réseau dudit réseau (20, 21, 22) de communication.

15 13. Procédé de gestion d'accès selon la revendication 10, caractérisé en ce que, dans le cas de non-accessibilité ou d'absence de droits pour l'utilisateur dudit terminal mobile (10), ladite interface (34) de gestion d'appel entrant transmet un premier message d'échec vers ladite interface (32) de recherche d'adresse utilisateur, puis ladite interface (32) de recherche d'adresse utilisateur transmet ledit premier message d'échec vers ledit serveur (31) de noms de domaine et vers ledit serveur applicatif (30) pour traitement de manière à ne pas établir la connexion entre ledit réseau (20, 21, 22) de communication et ledit terminal mobile (10).

25 14. Procédé de gestion d'accès selon la revendication 10, caractérisé en ce que, dans le cas d'accessibilité ou d'existence de droits pour l'utilisateur dudit terminal mobile (10), ladite interface (34) de gestion d'appel entrant transmet une adresse utilisateur à partir de ladite interface (34) de gestion d'appel entrant vers ladite interface (32) de recherche d'adresse utilisateur.

30 15. Procédé de gestion d'accès selon l'une des revendications 10 à 14, caractérisé en ce que ledit procédé comporte les étapes consistant à :

- transmettre ladite adresse utilisateur à partir de ladite interface (32) de recherche d'adresse utilisateur vers ledit serveur (31) de noms de domaine, puis vers ledit serveur applicatif (30),
 - transmettre au moins une donnée avec ladite adresse utilisateur à partir dudit serveur applicatif (30) vers au moins un équipement (12) de gestion d'accès dudit réseau de télécommunications mobiles.
- 5
- 10
- 15
- 20
- 25
- 30
16. Procédé de gestion d'accès selon la revendication 15, caractérisé en ce que, dans le cas où ladite adresse utilisateur n'est pas reconnue, ledit équipement (12) de gestion d'accès transmet pour vérification au moins un cinquième message de commande vers ledit serveur (33) d'allocation d'adresse réseau, puis ledit serveur (33) d'allocation d'adresse réseau transmet ladite adresse vers ladite interface (34) de gestion d'appel entrant.
17. Procédé de gestion d'accès selon l'une des revendications 14 ou 15, caractérisé en ce que ledit procédé comporte les étapes consistant à :
- transmettre au moins un deuxième message d'échec à partir de ladite interface (34) de gestion d'appel entrant vers ledit serveur (33) d'allocation d'adresse réseau, puis vers ledit équipement (12) de gestion d'accès, dans le cas où ladite adresse réseau n'est pas attribuée,
 - traiter ledit deuxième message d'échec dans ledit équipement (12) de gestion d'accès de manière à ne pas établir la connexion entre ledit réseau (20, 21, 22) de communication et ledit terminal mobile (10).
18. Procédé de gestion d'accès selon la revendication 15, caractérisé en ce que, dans le cas de reconnaissance de ladite adresse utilisateur, ledit équipement (12) de gestion d'accès transmet ladite donnée vers au moins un équipement (11) de support de service, puis vers ledit terminal mobile (10), après établissement de la connexion entre ledit réseau (20, 21, 22) de communication et ledit terminal mobile (10).

Translation

Rec'd PCT/PTO 27 APR 2005

PCT/FR2003/003176

PATENT COOPERATION TREATY



PCT

INTERNATIONAL PRELIMINARY EXAMINATION REPORT

(PCT Article 36 and Rule 70)

Applicant's or agent's file reference 04451	FOR FURTHER ACTION See Notification of Transmittal of International Preliminary Examination Report (Form PCT/IPEA/416)	
International application No. PCT/FR2003/003176	International filing date (day/month/year) 24 octobre 2003 (24.10.2003)	Priority date (day/month/year) 31 octobre 2002 (31.10.2002)
International Patent Classification (IPC) or national classification and IPC H04Q 7/22, H04L 29/12		
Applicant ORANGE FRANCE		

- This international preliminary examination report has been prepared by this International Preliminary Examining Authority and is transmitted to the applicant according to Article 36.
- This REPORT consists of a total of 6 sheets, including this cover sheet.

☒ This report is also accompanied by ANNEXES, i.e., sheets of the description, claims and/or drawings which have been amended and are the basis for this report and/or sheets containing rectifications made before this Authority (see Rule 70.16 and Section 607 of the Administrative Instructions under the PCT).

 These annexes consist of a total of 6 sheets.
- This report contains indications relating to the following items:
 - I ☒ Basis of the report
 - II ☐ Priority
 - III ☐ Non-establishment of opinion with regard to novelty, inventive step and industrial applicability
 - IV ☐ Lack of unity of invention
 - V ☒ Reasoned statement under Article 35(2) with regard to novelty, inventive step or industrial applicability; citations and explanations supporting such statement
 - VI ☐ Certain documents cited
 - VII ☐ Certain defects in the international application
 - VIII ☐ Certain observations on the international application

Date of submission of the demand 25 mai 2004 (25.05.2004)	Date of completion of this report 25 January 2005 (25.01.2005)
Name and mailing address of the IPEA/EP	Authorized officer
Facsimile No.	Telephone No.

Form PCT/IPEA/409 (cover sheet) (January 1994)

BEST AVAILABLE COPY

INTERNATIONAL PRELIMINARY EXAMINATION REPORT

International application No.

PCT/FR2003/003176

I. Basis of the report

1. This report has been drawn on the basis of (Replacement sheets which have been furnished to the receiving Office in response to an invitation under Article 14 are referred to in this report as "originally filed" and are not annexed to the report since they do not contain amendments.):

☐ the international application as originally filed.

☒ the description, pages 1-20, as originally filed,
pages _____, filed with the demand,
pages _____, filed with the letter of _____,
pages _____, filed with the letter of _____.

☒ the claims, Nos. _____, as originally filed,
Nos. _____, as amended under Article 19,
Nos. _____, filed with the demand,
Nos. 1-18, filed with the letter of 28 December 2004 (28.12.2004),
Nos. _____, filed with the letter of _____.

☒ the drawings, sheets/fig 1/2-2/2, as originally filed,
sheets/fig _____, filed with the demand,
sheets/fig _____, filed with the letter of _____,
sheets/fig _____, filed with the letter of _____.

2. The amendments have resulted in the cancellation of:

☐ the description, pages _____

☐ the claims, Nos. _____

☐ the drawings, sheets/fig _____

3. ☐ This report has been established as if (some of) the amendments had not been made, since they have been considered to go beyond the disclosure as filed, as indicated in the Supplemental Box (Rule 70.2(c)).

4. Additional observations, if necessary:

INTERNATIONAL PRELIMINARY EXAMINATION REPORT

Internal application No.
PCT/FR 03/03176

V. Reasoned statement under Article 35(2) with regard to novelty, inventive step or industrial applicability; citations and explanations supporting such statement

1. Statement

Novelty (N)	Claims	1-18	YES
	Claims		NO
Inventive step (IS)	Claims		YES
	Claims	1-18	NO
Industrial applicability (IA)	Claims	1-18	YES
	Claims		NO

2. Citations and explanations

1. Reference is made to the following documents:

- D1: GB-A-2 366 705 (MOTOROLA INC) 13 March 2002
(2002-03-13)
- D2: DE 100 24 861 A (SIEMENS AG) 22 November 2001
(2001-11-22)
- D3: "Digital cellular telecommunications system
(Phase 2+) (GSM); Universal Mobile
Telecommunications System (UMTS); General Packet
Radio Service (GPRS) Service description; Stage
2 (3GPP TS 23.060 version 3.8.0 Release 1999)"
ETSI TS 123 060 V3.8.0, XX,XX, 1 June 2001
(2001-06-01)

2. The subject matter of claims 1-18 does not involve an inventive step as defined by PCT Article 33(3).

2.1 Document D2, which is considered the prior art closest to the subject matter of claim 1, describes (the references between parentheses relate to this document):
a system for managing the access of a plurality of communication networks to a mobile terminal connected to a mobile telecommunications network (see column 3, line 65 to column 4, line 1), said

system being capable of establishing at least one connection from at least one of said communication networks to said mobile terminal, after the mobile terminal (see column 4, lines 37-39) to which said communication network is going to establish said connection has been identified and after the accessibility (see column 5, lines 11-19) of the identified mobile terminal has been checked in order that it may access said communication network as in claim 1.

The subject matter of claim 1 differs from D2 in that the rights of the user of said identified mobile terminal are also checked before the connection is established.

In D2, the subscription of the mobile terminal to a service is considered before a connection is established. This subscription controls the rights of the user. To a person skilled in the art, checking the user's rights and the subscription of the mobile terminal to a service are equivalent features in this context.

Therefore, the subject matter of claim 1 does not involve an inventive step as defined by PCT Article 33(3).

2.2 The user address search interface of claim 2 is known from document D1 (see "identifier terminal" or "terminal number", serving as user address in claim 1, lines 8-12; description, page 14, lines 15-65; figure 3).

2.3 The interface for managing incoming calls and allocating a network address to the mobile terminal

of claim 3 is known from document D1 (see "IP address corresponding to the domain name of the MS" serving as network address in claim 1, lines 15-18; description page 3, lines 25-29; page 15, lines 19-31; figure 3).

- 2.4 The access control interface of claim 4 is known from D1 (see claim 1, lines 13-14; description, page 14, line 31 to page 15, line 17; figure 3).
- 2.5 The access authorization interface of claims 5, 8, 9 and 14 is known from document D2 (see column 3, lines 53-55 and column 3, line 65 to column 4, line 3).
- 2.6 The generation of failure messages of claims 6, 7, 13 and 17 is known from document D3 (see pages 124 and 125, paragraph 9.2.2.2.2).
- 2.7 The method of claim 10 is known from document D1 (see page 14, line 23 to page 23, line 20) and D2 (see column 3, line 65 to column 5, line 45).
- 2.8 The existence or non-existence of the user address in accordance with claims 11, 12, 15, 16 and 18 is known from document D1 (see page 14, line 31 to page 15, line 17).
3. The claims do not mention a Radius server which centralizes all address allocation requests and effects the controls envisaged.

On the contrary, the application as filed envisages centralisation or non-centralisation of the functions (see page 10, lines 33-34; page 11, lines

INTERNATIONAL PRELIMINARY EXAMINATION REPORT

International Application No.

PCT/FR 03/03176

3-5; page 11, lines 12-14). However, to avoid discrepancies (EPC Article 84), this centralisation cannot be the purpose of the invention.